

Déclaration de Bamako

Nous, organisations de la société civile africaine et la diaspora, réunies les 28- 29 août 2017 à Bamako dans le cadre des consultations régionales panafricaines sur le Pacte Global sur les Migrations, sommes fortement préoccupées par les politiques migratoires qui se mettent en place sous la pression de l'Union Européenne et de ses Etats membres. Ces politiques sont caractérisées par une approche purement sécuritaires et d'exclusion.

La rencontre de la Valette a été un moment important dans la mise en place de ces politiques. L'accord et la déclaration qui s'en sont suivis concernent principalement :

- La prévention de la "migration irrégulière",
- La coopération en matière de retour et de réadmission.

Ces politiques vont à l'encontre des intérêts des populations africaines et des migrants. De plus, elles ont des effets négatifs sur la libre circulation aussi bien au niveau international qu'au sein du continent africain.

Le mini-sommet entre la France et certains pays d'Afrique , tenu les 27 et 28 août en même temps que notre rencontre, s'inscrit dans cette logique. Il met en oeuvre certains éléments contenus dans les accords de la Valette, notamment en décidant de la prochaine mise en place de centres de tri (ou hotspots) au Niger et au Tchad.

Ces centres, qui sont des éléments centraux dans les politiques d'externalisation des frontières de l'Europe, vont devenir des points focaux pour les demandes d'asiles provenant du continent africain. Dans cette logique, tout demandeur d'asile africain pour l'Europe devra désormais passer par ce centre pour pouvoir introduire sa demande d'asile au sein de l'UE. Cette approche rend toute demande d'asile quasiment impossible et elle est contraire à la fois à la Convention de Genève et celle de l'Union Africaine sur les réfugiés.

Nos organisations condamnent vivement :

- L'initiative de mise en place de centres de tri (hotspots) sur notre continent qui ne fera que violer les droits des demandeurs d'asile ;
- les politiques migratoires européennes qui génèrent un véritable hécatombe sur les routes de la migration dont les principales victimes sont nos jeunes ;
- les pressions de l'EU pour imposer des accords en totale contradiction avec les intérêts des populations africaines ;
- la volonté de l'UE de saper toutes les initiatives d'intégration inter-africaine avec l'introduction de nouvelles barrières à la libre circulation des personnes dans les espaces jadis intégrés.

Nous exigeons de nos Etats:

- de reconnaître que la migration est un droit fondamental ;
- de s'abstenir de signer de tels accords avec les pays de l'Union Européenne ;
- de garantir les intérêts des migrantes et des migrants africains qu'ils soient sur le continent ou en dehors ;

- de mettre en place de véritables politiques africaines qui promeuvent la citoyenneté, autonomisent les migrants et surtout les femmes tout en privilégiant les droits des enfants accompagnés ou non ;
- de travailler à l'émergence d'une véritable politique africaine de migration reconnaissant le rôle très positif du migrant et lui fournissant les cadres pouvant promouvoir sa dignité et son statut de vecteur de développement.

Le 29/08/2017